

La Chambre s'est prononcée hier à une forte majorité pour les droits intégraux d'éligibilité des femmes.

UN MESSAGE DU PRÉSIDENT WILSON AU CONGRÈS EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.104. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

MERCREDI
21
MAI
1919

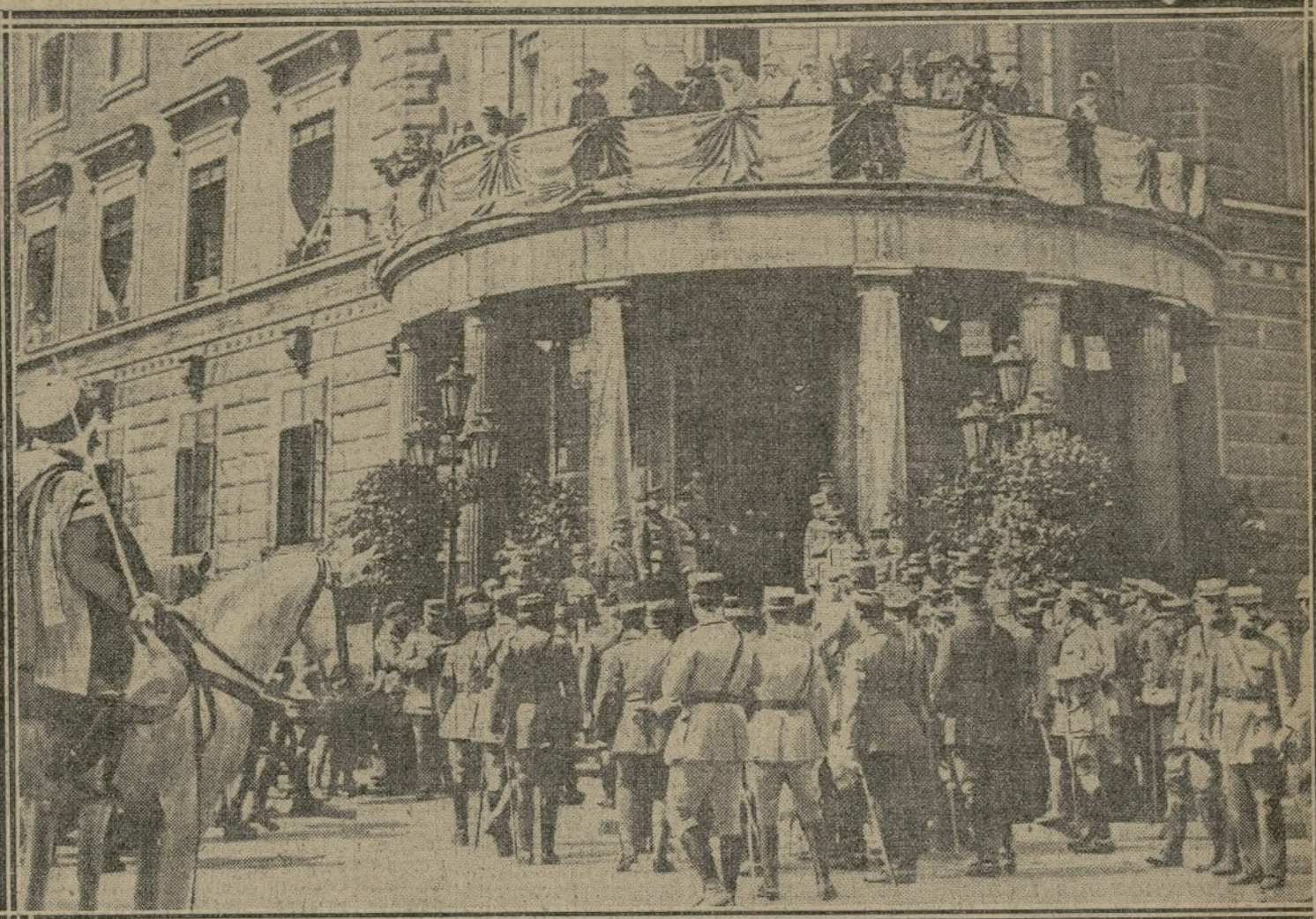
Il dépend de nous d'être vertueux ; le reste ne mérite pas qu'on y prenne garde.
JULES SIMON.

LA TOURNÉE DU MARÉCHAL FOCH SUR LE RHIN

PHOTOGRAPHIES ENVOYÉES PAR LE CORRESPONDANT D'« EXCELSIOR » A WIESBADEN



LES TROUPES ET LA FOULE ATTENDENT DEVANT LE PALAIS IMPÉRIAL



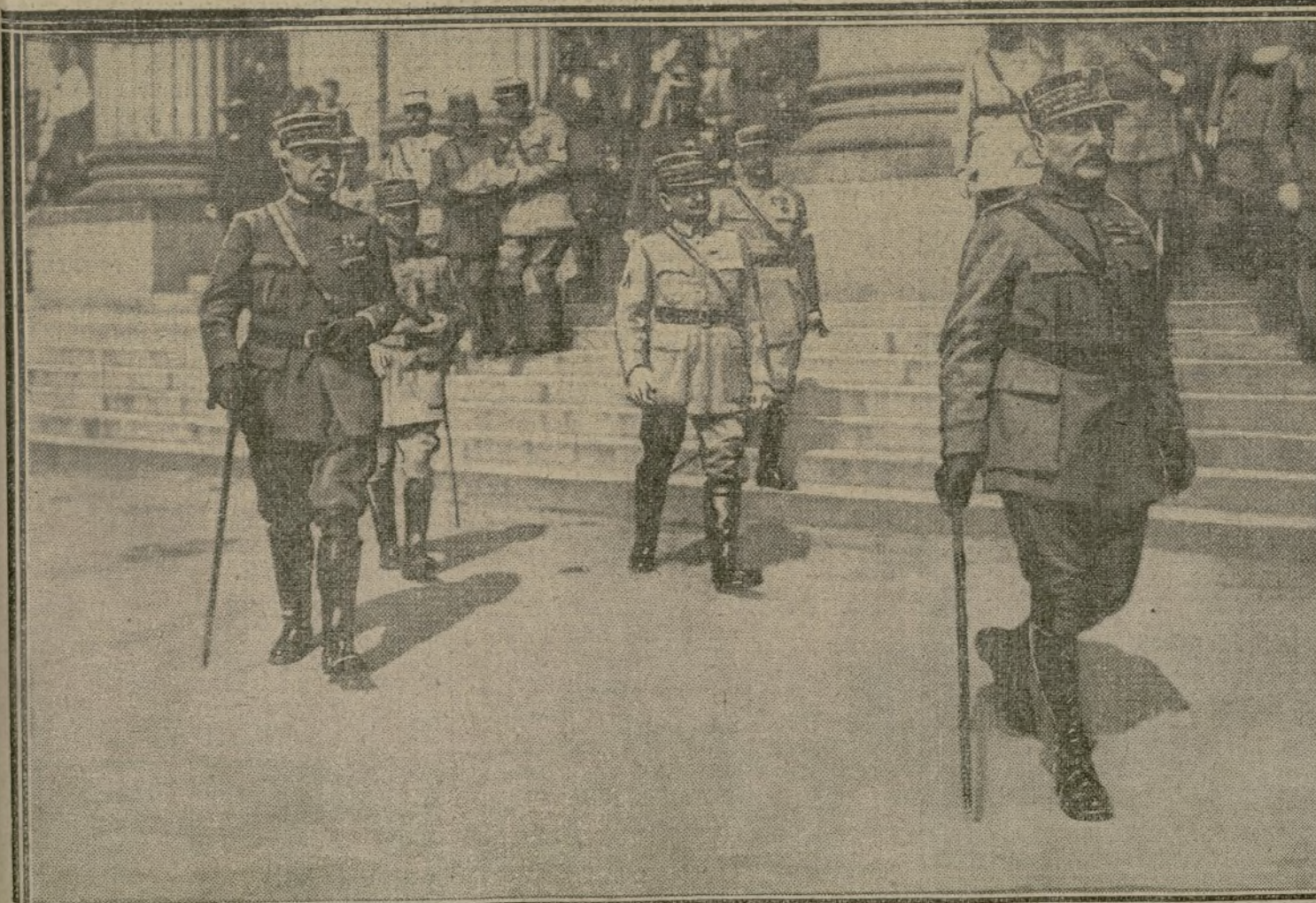
LE MARÉCHAL FOCH SE REND AU PALAIS IMPÉRIAL, SIEGE DU 13^e CORPS



FOCH ET MANGIN VIENNENT DE SALUER LE DRAPEAU DU 16^e D'INFANTERIE

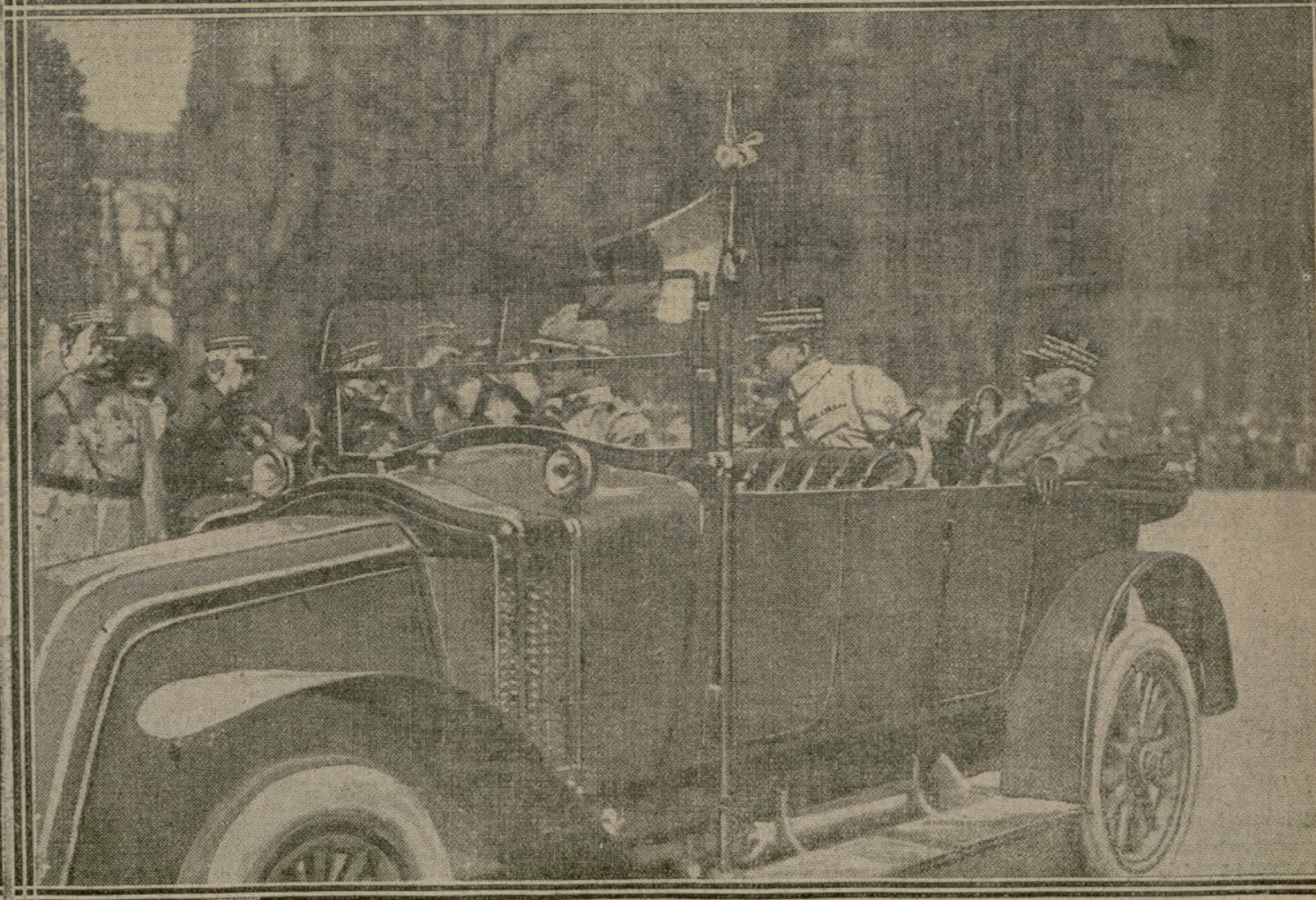


LE MARÉCHAL QUITTE LE PALAIS AVEC LES GÉNÉRAUX FAYOLLE ET MANGIN



LE MARÉCHAL FOCH, LES GÉNÉRAUX MANGIN ET FAYOLLE S'EN VONT

Le maréchal Foch vient d'effectuer une tournée dans les villes du Rhin. Sa présence y était motivée par les dispositions à prévoir ou à prendre au cas improbable où les Allemands refuseraient de signer les préliminaires de paix. De Mayence, le maréchal s'est rendu à Wiesbaden, où une réception solennelle lui



LES GÉNÉRAUX MANGIN ET FAYOLLE PARTENT EN AUTOMOBILE

était réservée. C'est à cette réception qu'ont trait nos photos. Le maréchal a harangué les notables, leur promettant la justice, la bienveillance et le respect des coutumes. Il est reparti pour Coblenz sur le bateau « Bismarck », salué par 101 coups de canon. Il a visité également Cologne et Aix-la-Chapelle.

"EXCELSIOR" EN RUSSIE

LA RÉVOLUTION NE FAIT PLUS RECETTE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION PAS D'AVANTAGE

Notre envoyé spécial assiste à une réunion ouvrière tenue dans une usine de Moscou et où prend la parole Tomski, chef de l'Union des travailleurs industriels. Il constate que toute la résistance du gouvernement communiste ne tient pas dans sa force mais dans la faiblesse de toute opposition.

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)

MOSCOU, mai 1919. — Les millions d'habitants de la Russie sont fatigués à mort de la Révolution. Les biens merveilleux qu'on leur avait promis, et que devait amener la révolution, ne sont pas arrivés. Leurs oreilles sont ouvertes aux mots nouveaux et aux promesses nouvelles des contre-révolutionnaires. Les bénéfices que leur a apportés la révolution : le droit de donner leur avis dans la direction de leurs usines et de leurs vies, les facilités nouvelles d'études et de distractions, le sentiment nouveau qu'ils ont leur pays et leur gouvernement, tout cela ne compte plus, en

partis de l'opposition que l'amour de la Russie place aux côtés de Tomski, de Rikoff et de Krasin.

Au comité de l'usine

Donc, ce jour-là, j'accompagnai Tomski au bureau où il devait discuter, avec le comité des travailleurs de l'usine, la proposition de tenir une réunion. Ce comité d'usine sert de trait d'union entre les ouvriers et la direction. Celle-ci, qui administre la fabrique, comprend quinze membres, dont un tiers élu par les ouvriers et un tiers par l'Union locale dans l'usine même. Le troisième tiers est désigné par le Conseil suprême de l'économie nationale.

Des ordres furent envoyés de tous côtés, et les ouvriers se rassemblèrent dans la grande cour qui se trouve entre les bâtiments de l'usine, le murait avec les orateurs sur une petite plate-forme de bois, placée à la hauteur du deuxième étage, et où l'on accédait par un escalier extérieur. La foule s'écoula au-dessous de nous, une foule large et morose d'hommes, de femmes et d'enfants, qui se tenaient debout parmi les tas de matériaux de rebut de la fabrique. Le jour était lourd et gris comme cette nuit où par-ci par-là seulement, un feu de couleur sur une tête de femme mettait une note brillante.

"Le pain! Où est le pain?"

Tomski parla le premier. A peine avait-il commencé que plusieurs femmes se mirent à crier : « Le pain! Où est le pain? C'est du pain que nous voulons! Du pain! »

Tomski se montra patient. Et bientôt la foule écroula, mais il y eut à peine quelques applaudissements quand le discours fut terminé.

L'orateur suivant était Novomirski, un homme grand et doux, un anarchiste qui, pendant quatre ans, avait partagé la cellule de Tomski à la forteresse Saint-Pierre et Saint-Paul, de Pétersbourg. Novomirski n'est pas un membre du parti communiste. Lorsqu'il commença à parler, sa voix était si rauque que des groupes éloignés s'écrièrent : « Plus fort! Plus fort! » L'orateur demanda un peu de silence, et en une minute ou deux sa voix s'éclaircit, s'éleva, et jeta des mots qui semblaient troubler ces hommes comme ces femmes, qui avaient perdu la foi dans la révolution.

Koltchak ne peut qu'apporter de nouveaux foudres pour vous faire rentrer dans vos chemises! criait-il.

Koltchak vous apportera l'ordre, mais ce sera le vieux ordre du tsar, l'ordre du knout et du sabre tiré. Vous avez goûté à la joie de conduire vous-mêmes vos propres affaires, et vous ne pourrez plus y renoncer. Tout ce que vous aurez, c'est la réaction, et vous savez bien que vous n'en voulez pas!

Un scribe farouche monta ensuite à la tribune et dit à peu près tout ce qu'avait fait Novomirski. Lorsque la réunion se dispersa, la foule était à nouveau une foule morose.

Comme nous nous en allions, je fis remarquer que l'auditoire avait paru presque hostile.

— Oui, me répondit mon guide, mais il n'y a personne pour montrer à ces gens ce qu'ils pourraient faire de leur mécontentement. Ah! si nous étions aujourd'hui le parti de l'opposition, nous renverserions le gouvernement en trois jours!

C'était fort juste. Car toute la résistance du gouvernement communiste ne tient pas dans sa force, mais bien dans la faiblesse de toute opposition.

Je me tournai à nouveau vers Tomski : — Ils croient qu'ils désirent un changement, ajouta-t-il. Mais si survient un nouveau gouvernement qui ne leur accorde pas ce qu'ils demandent, ils feront une nouvelle révolution, et ils continueront à se révolter jusqu'à ce qu'ils obtiennent ce qu'ils veulent. Mais que veulent-ils exactement?

FRAZIER HUNT

A L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

LA DÉCLARATION OBLIGATOIRE DE LA TUBERCULOSE

Après la longue discussion dont nous avons noté les différentes phases, l'Académie de Médecine s'est enfin prononcée, hier, très nettement pour la déclaration obligatoire de la tuberculose. En votant, par 46 voix contre 21 et 1 bulletin blanc, la motion suivante, présentée par M. Vallard :

« 1° Il est d'intérêt public que tout cas de tuberculose bacillaire ouverte soit obligatoirement déclaré sitôt le diagnostic établi ;

« 2° La déclaration sera adressée à un médecin sanitaire, tenu au secret professionnel, et qui veillera à l'exécution des mesures de prophylaxie, lorsque celles-ci ne sont pas assurées par le médecin traitant ;

« 3° La déclaration entraîne l'obligation, pour les pouvoirs publics, de procurer aux tuberculeux nécessiteux les soins que réclame leur état, ainsi que l'assistance à leur famille. »

Liberté d'importation pour les matières premières

Au Conseil des ministres, un décret a été signé par le président de la République rendant la liberté d'importation pour les matières premières.

Les négociations engagées avec les gouvernements alliés et relatives aux autres importations se poursuivent normalement. Le décret, qui constitue une première étape dans la voie du rétablissement de la liberté d'importation, est publié ce matin au Journal Officiel.

UNE RÉFORME QUI S'IMPOSE

Les droits politiques de la femme doivent être égaux à ceux de l'homme décide la Chambre par 344 voix contre 97

MM. René Viviani et Aristide Briand se sont prononcés en faveur d'une réforme intégrale. MM. Varenne et Pierre-Etienne Flandin ont rappelé que le Sénat avait déjà repoussé un projet semblable à celui qui fut adopté.

Tous ceux qui sont favorables au suffrage des femmes — et notamment *Excelsior*, qui n'a jamais cessé de préconiser cette réforme — peuvent se féliciter du vote émis hier par la Chambre des députés.

Par 344 voix contre 97, celle-ci a adopté, en effet, un texte législatif qui confère aux femmes des droits politiques égaux à ceux exercés par les hommes. Si le Sénat ratifie ce vote, les femmes pourraient ainsi élire, non seulement des députés et des sénateurs, mais aussi aller légiférer au Palais-Bourbon ou au Luxembourg, faire partie du gouvernement, occuper la présidence du Conseil, et même aspirer à la présidence de la République.

Soutenu, tout d'abord, par M. Louis Armand, le contre-projet qui accorde aux femmes l'intégralité des droits politiques rencontre les réserves de M. Pierre-Etienne Flandin, rapporteur, qui reconnaît, toutefois, que la limitation de la capacité politique de la femme ne pouvait être qu'une mesure transitoire.

Mais, disant le député de l'Yonne, je suis, avant tout, partisan de la réussite de la réforme, et je craindrais, que voulant tout avoir, nous n'obtenions rien. Nous savons, en effet, que le Sénat s'est déjà prononcé contre le suffrage intégral des femmes.

Une brillante intervention de M. René Viviani en faveur du vote de l'égalité des droits politiques, une adhésion fort remarquée de M. Aristide Briand à la thèse des féministes intégraux rallièrent au contre-projet une forte majorité.

L'ADHESION DE M. BRIAND

M. Aristide Briand soutint que, dès lors que se posait la question de l'égalité de la femme à côté de l'homme dans son foyer, à côté de l'homme dans l'ordre politique, elle ne pouvait être résolue que par l'affirmation.

Aussi, dit-il, je vote l'intégralité des droits!

L'ancien président du Conseil émit, d'autre part, l'avis que le vote de la réforme limitée par lequel la commission voulait présenter la réforme au Sénat était le plus sage et le plus capable de la faire reculer.

L'égalité des droits politiques votée par 344 voix contre 97, la Chambre décide que la loi sera applicable à l'Algérie. L'ensemble fut adopté à mains levées. — LÉOPOLD BLOND.

SANS NOUVELLES DE HAWKER

Il ne reste plus guère d'espoir!

LONDRES, 20 mai. — Ce matin, la situation en ce qui concerne Hawker et son passager peut être résumée comme suit : « Aucune nouvelle : la plus grande anxiété. »

La série de messages venus d'Irlande, indiquant la position de Hawker aux divers stades de son vol, avait créé le plus grand espoir ; l'Amirauté avait annoncé à la fin de la soirée que l'appareil avait améri à 40 milles de l'embouchure de la rivière Shannon ; à ce moment, on ressentit une impression de désappointement de voir l'aviateur échoué si près de son but, mais on comptait s'acquiescer de l'heureux résultat et son compagnon étaient probablement sains et saufs.

Cet espoir a disparu, malheureusement, peu que entièrement, de bonne heure ce matin, car l'Amirauté a fait savoir qu'on ne devait pas ajouter foi à son bulletin précédent, et des messages non officiels de Queenstown ont annoncé que les communications radiotélégraphiques n'avaient jamais été établies avec Hawker.

Le général Seely, ministre de l'Air, a déclaré à la Chambre des communes, à 15 h. 45, qu'il était toujours sans nouvelles de l'aviateur Hawker.

Hommage de Fonck, "l'as des as"

J'espère encore que nous apprendrons sous peu que Hawker est sain et sauf, et que nous n'aurons pas à regretter l'existence particulièrement précieuse pour l'humanité sa tentative audacieuse.

Déjà, la longue traversée aérienne qu'il a réalisée est un exploit merveilleux qui témoigne d'un rare tempérament et d'une exceptionnelle volonté. Il a fallu au pilote austro-hongrois, d'abord un remarquable esprit de décision, ensuite une robuste volonté et une résistance énorme. Nul doute qu'il n'ait fait, avant de partir, le sacrifice de sa vie, car il avait 90 chances sur 100 d'être resté. Il avait contre lui les risques de mauvais temps, de brume, toute la dérive du vent, et il était à la merci du moindre accident de moteur.

Il faut savoir, pour l'admirer comme il le mérite, ce que représente un voyage de cette distance entre ciel et terre et tout ce qu'il exige de force morale et physique.

J'ai pensé, jusqu'à ce qu'il était regrettable qu'un Français n'ait pris part à cette formidable épreuve. Peut-être aurions-nous eu plus de chance. Souhaitons que la sienne lui ait permis d'échapper à une fin lamentable, et que ce soit devant une énergie encore vivante que nous nous inclinons comme devant le faire tous nos aviateurs, tous ceux qui ont conscience de la valeur que représente pour la société et le progrès du monde entier un être si exceptionnel.

RENÉ FONCK.

VIOLENT INCENDIE AVENUE DAUMESNIL



LES POMPIERS NOYANT LES DECOMBRES, HIER MATIN

Un violent incendie s'est déclaré hier, vers 3 heures du matin, 50, avenue Daumesnil, dans une usine de placages, qui devenait bientôt et entièrement la proie des flammes. A 4 h. 1/2, le feu avait pris une telle extension, qu'il couvrait environ 5.000 mètres carrés, et gagnait plusieurs maisons voisines, dont les locataires avaient été évacués. Enfin, vers 7 heures, les pompiers étaient maîtres du sinistre. Au cours des opérations de sauvetage, deux sapeurs ont été blessés. Le chiffre des dégâts est évalué à 2 millions.

"EXCELSIOR" EN ALLEMAGNE

CE QUE LE SOCIALISTE E. BERNSTEIN PENSE DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

Celui qui fut au Reichstag parmi les premiers qui protestèrent contre la guerre fait le procès de l'impérialisme allemand et, en particulier, de l'ex-kaiser et de ses conseillers militaires. Il se déclare aujourd'hui l'adversaire résolu du groupe spartakiste.

Berlin, ... mai 1919.

M. et Mme Bernstein, dans leur modeste appartement de Schöneberg, offrent l'image d'un vieux ménage où a lutté toute une vie pour une cause, et que les attaques et les méchancetés ont rapproché et uni davantage.

Les deux époux sont assis à un petit bureau, dans une pièce sans autre luxe que des livres, beaucoup de livres, et on les devine travaillant ainsi depuis tant d'années, lui, laborieux, faisant courir sa plume sur le papier, elle, attentive à être l'amie vigilante et la collaboratrice modeste.

Bernstein fut, au Reichstag, parmi les premiers qui protestèrent contre la guerre. Il était intéressant de lui demander pourquoi il n'avait pas adopté cette attitude dès le début.

Nous écrivions tous, dit-il, que la Russie était l'agresseur. Nous savions la France décidée à prendre position pour son allié, mais notre haine contre le tsarisme l'a emporté.

Une opposition résolue des socialistes aurait-elle pu faire éviter la guerre? — Je ne le crois pas. Nous considérons tous — et c'était aussi l'avis de Bebel aux congrès de Stuttgart en 1907 et de Copenhague en 1910 — que notre parti ne disposait pas de la puissance nécessaire pour empêcher la guerre.

Après ce qui s'est passé, il faut reconnaître que notre attitude fut une grande faute morale. Le gouvernement eût sans doute réfléchi davantage s'il avait eu à l'opposition résolue des socialistes ; j'ai lieu de supposer que c'était le sentiment de Jaurès.

Mais, si les socialistes renouaient à une opposition parce qu'ils la considéraient comme vouée à un échec, les mandataires socialistes n'avaient-ils pas le devoir de faire entendre au moins une protestation?

« Les protestations se sont élevées au sein de notre parti dans toutes les réunions que nous avons tenues pour décider de notre attitude au Reichstag. Mais la majorité croyait la patrie en danger et, par discipline, la minorité s'est inclinée. » D'ailleurs, le gouvernement impérialiste a procédé à une mise en scène si habile qu'aujourd'hui même quatre-vingts pour cent de notre population croient encore que l'Allemagne avait été attaquée.

Dès le début, la presse a été muselée. Le 2 août, les journaux annonçaient que, dans le but de sauvegarder nos communications, nous avions occupé la gare de Luxembourg, alors qu'en réalité le Luxembourg était envahi.

Le 4, M. de Bethmann-Hollweg déclarait au Reichstag que des nouvelles précises établissaient que les armées françaises étaient sur le point d'envahir la Belgique, et que nous allions peut-être nous trouver dans l'obligation de violer la neutralité de ce pays ; or, il savait que la frontière belge avait été franchie par nos troupes le matin même.

Enfin, le 6, l'empereur lançait sa fameuse proclamation, disant qu'en pleine paix nous avions été attaqués.

Mes yeux ne furent pas longs à s'ouvrir sur cette sinistre comédie.

Lorsque Anvers tomba, et que les gens sortirent leurs drapeaux, moi, je dis à ma femme : « Voilà un peuple supprimé! » Nous devrions arborer un drapeau noir.

Dès le mois d'octobre 1914, j'avais vu clair, et je comprenais où se trouvaient les criminels.

La responsabilité immédiate de la guerre incombe à Guillaume II

Quelles sont donc, d'après vous, les responsabilités?

Il y a la responsabilité générale : ce sont les partis de guerre qui existaient dans tous les pays. Il y a la responsabilité immédiate, celle d'avoir déclenché le cataclysme ; c'est à Guillaume II et à ses conseillers civils et militaires que l'incombe.

Je connais bien la France : il s'y trouvait un parti chauvin et revanchard, mais il y avait aussi un grand courant de réconciliation ; il suffisait de lire Jaurès, Hervé, de voir les brochures qui paraissaient, les comités qui se formaient. Je l'ai dit au Reichstag, en mai 1914, dans un discours que Jaurès a lu quelques semaines plus tard, à la conférence franco-allemande de Bâle.

L'impérialisme allemand a commis le crime de briser ce courant de réconciliation.

On voulait se libérer du joug militaire ; le militarisme se sentait en danger ; il voulait justifier son existence ; il a poussé à la guerre.

Un poète alsacien, Rémi Schickel, dans une comédie : *Hans im Schnakenloch*, a décrit cet état d'esprit : un jeune lieutenant, débordé de joie à la déclaration de guerre : « Enfin, dit-il, nous allons pouvoir montrer que nous servons à quelque chose! » Ce lieutenant aurait pu s'appeler le kaiserprinz!

De quelle époque date votre opposition au Reichstag?

C'est en décembre 1915 qu'un groupe, composé de Haase, Ledebour, etc., décidait de ne plus se soumettre plus longtemps à la discipline du parti et de voter contre les crédits de guerre.

Avez-vous aussi protesté contre les méthodes de guerre de l'état-major allemand?

Il y a eu des protestations plus ou moins violentes dans toutes les grandes commissions où le budget était discuté. J'ai été l'un des premiers à protester contre les crédits de guerre.

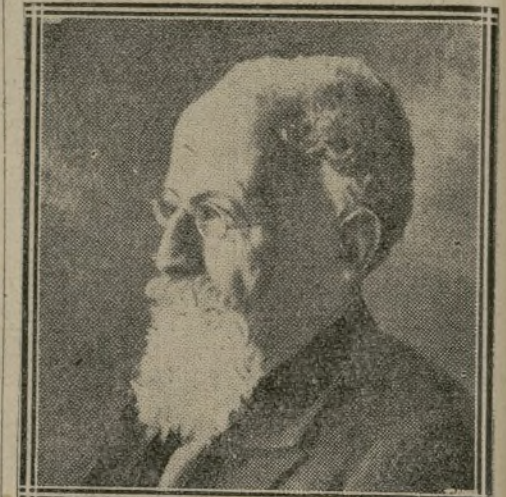
Néanmoins, nous avons prononcé des discours où nous ont fait qualifier de « traîtres à la patrie ».

Peut-on connaître les raisons pour

lesquelles vous avez quitté les indépendants pour passer aux majoritaires?

J'ai cru que, pour fonder la République sur des bases démocratiques solides, il fallait commencer par réaliser l'unité du parti.

J'ai voulu être membre du parti des indépendants et du parti des majoritaires, dans le but d'amener un rapprochement ; lorsque les indépendants m'ont sommé de quitter un des deux groupes, je me suis séparé d'eux. Je suis d'accord avec leur politique étrangère, mais je n'admettais pas leurs méthodes de grèves qui, en ce moment, ruinent le pays, et je considère que



M. EDUARD BERNSTEIN

leur parenté avec les spartakistes est une faute de politique intérieure.

Vous êtes donc adversaire des spartakistes?

Je condamne leurs procédés qui nous reportent au socialisme primitif sans tenir compte des nécessités de la vie des peuples. Les spartakistes ont adopté les théories bolcheviques et veulent les appliquer à l'Allemagne. Le danger est plus grand ici qu'en Russie, car la Russie est un pays agraire, tandis que l'Allemagne est un pays industriel.

Le bolchevisme est une folie qui s'est emparée des esprits. C'est une des conséquences de cette terrible guerre, qui a arpenté l'évolution du socialisme, qui a créé des haines entre les peuples, qui a croulé des abîmes entre les classes. Le danger diffère d'un pays à l'autre, mais il existe partout et menace le monde entier.

En dehors de ce danger, ne croyez-vous pas que les exigences des ouvriers mettent en péril votre vie économique?

Par exemple, en effet, bien dangereuse. L'agitation est entretenue surtout par de tout jeunes gens sans expérience et sans responsabilité, sur lesquels on est sans action ; mais j'espère que, avec la paix, la nourriture et le travail, les esprits se calmeront, et que le bon sens ouvrier finira par l'emporter.

M. Bernstein

espère une réconciliation!...

« Votre nom avait été prononcé, dis-je, comme délégué à la Conférence de la paix ; peut-on connaître les raisons qui vous ont empêché de le faire? »

J'espère que les conditions qui nous seront imposées ne pousseront pas notre peuple au désespoir.

Par exemple, je suis partisan de la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, mais j'aurais préféré le plébiscite. Les Alsaciens-Lorrains ont manifesté leur désir d'être réunis à la France ; notre peuple ne le comprend pas ; un vote le lui prouverait et calmerait tous les esprits.

Une paix juste et raisonnable nous laisserait poursuivre notre œuvre d'éducation politique, tandis qu'une paix de force et de conquête ruinerait nos efforts.

On a trompé, abusé, égaré notre peuple. L'heure a sonné où il faut tout lui dire. Ebert et Scheidemann hésitent encore, ils restent prisonniers de leurs votes antérieurs — mais ils devront se décider, c'est indispensable à une réconciliation.

Une réconciliation... prochaine?

Oui, prochaine!

Quand je suis allé au congrès de Berne, j'ai pu constater la facilité, la confiance avec lesquelles les délégués des deux camps ont renoué des relations ; déjà, en 1915, en pleine guerre, j'avais dit à nos majoritaires : « N'oubliez pas, il n'y a que la paix de la guerre qui nous sépare des socialistes français et des socialistes belges, tandis qu'un abîme d'idées nous sépare des impérialistes. »

Bernstein se recueille un instant :

— Oui, conclut-il, je crois à une réconciliation, et cette réconciliation sera le salut de l'Europe.

Maurice BERGER.

LE GOUVERNEMENT DEMANDERAIT LE VOTE DES DOUZIÈMES

D'après un bruit qui circulait, hier soir, dans les milieux parlementaires, où il trouvait d'ailleurs créance, le gouvernement demanderait aux Chambres de voter, avant fin juin, non pas trois douzièmes provisoires, mais six douzièmes, pour les dépenses militaires et les dépenses civiles exceptionnelles du deuxième semestre de 1919.

La Chambre pourrait ainsi se séparer, après avoir ratifié le traité de paix et voté le budget ordinaire des services civils, et il pourrait être procédé, en septembre ou en octobre, aux élections législatives.

Ajoutons que le vote d'une loi est nécessaire pour fixer la date à laquelle expireront les pouvoirs de la Chambre actuelle.

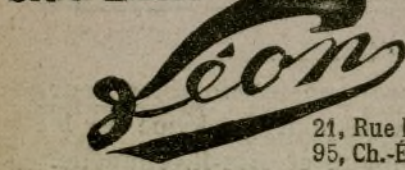
STOCK CONSIDÉRABLE

Bureaux américains et français
Chaises, Classeurs, Tables, etc.
Les meubles de bureau et autres
provenant de nos locations
à la suite de la guerre
Derniers jours de vente

GRAND CHOIX
de salons à manger de 12 styles
Salons Ambassades et soieries
Chambres à 1, 2 et 3 portes.
Petits meubles, objets d'art.
Lits, Matelas, Couvertures.
Tout ce qui concerne
l'ameublement.

GARON-MEUNIER JANTAUD jeune, 61, rue Rochefort

SHAPEAUX



21, Rue Daubou,
95, Ch.-Élysées.

Ayuntamiento de Madrid

LES CONTES D'EXCELSIOR

LE COLLIER DE FLORETTE

PAR JACQUES CONSTANT

— Mademoiselle Florette Lindor, du Grand Casino, n'est-ce pas ?... Je me présente moi-même : Jean Lescot, reporter à la Dépêche parisienne !

— Que mon nom vous soit inconnu, je ne puis m'en étonner. Nous autres reporters, nous sommes les humbles soldats du journalisme, les héros obscurs de l'information.

— Je désire uniquement vous remercier de l'exquise soirée que vous m'avez fait passer. Vous avez compris à merveille le caractère de cette ensorcelante Salomé.

J'ajoute que vous avez en dansant des jambes éloquentes, et que votre beauté gracieuse convient parfaitement au rôle.

— Non, je ne vous flatte pas, je vous parle en toute sincérité. Et la meilleure preuve, c'est que je vais maintenant me permettre une légère critique...

— Eh bien, il m'a paru que vous étiez parée à l'excès : trop de bracelets, trop de pendeloques, trop de colliers. Evidemment, les rayons du projecteur, toute cette verroterie scintillante, chatoyante, resplendit de mille feux empruntés ; mais croyez-vous que le public s'illusionne sur ces bijoux ? Il sait bien qu'après tout ce n'est que du toc.

— Authentiques ? Allons donc ! Vous plaisantez ? Savez-vous que si les perles du collier qui ceint votre cou charmant sont véritables, elles représentent au bas mot...

— Quarante-vingt mille francs ; oui, j'allais prononcer ce chiffre.

— Cet argent fut généreux et ne manquait pas de goût, du reste, puisqu'il a su vous distinguer...

Dites-moi, Florette — excusez cette involontaire familiarité, mais j'ai tellement de sympathie pour vous qu'il me semble déjà que nous sommes de vieux amis — permettez-moi de vous poser une question un peu indiscrète : comment se fait-il qu'une artiste comme vous...

— Pas de fausse modestie, Florette, vous êtes une grande artiste ! Comment se fait-il que vous ne jouissiez pas d'une plus grande notoriété ? Car, l'avouerai-je, j'ai vu votre nom, hier, sur l'affiche du Casino, pour la première fois !

— Certes, le Grand Théâtre de Marseille, ceux de Toulouse, de Bordeaux, voilà de sérieuses références, mais, croyez-moi, il n'est que Paris pour avoir incomparablement l'éclat des étoiles.

— Je suis très désireux, ma chère Florette, de vous être utile, et vous pouvez compter que je parlerai de vous au directeur de l'Opéra. Je suis également intime avec Montrose, de la Galté. Mais ces gens-là sont tellement sollicités ! Il faudrait, pour que vous eussiez des chances, que la presse se fût occupée de vous, que votre nom eût été imprimé dans les grands journaux, fût-ce à l'occasion d'un scandale. Voyons, vous ne pourriez pas devenir l'héroïne d'un drame passionnel ? Ou encore la victime de quelque ténébreuse *Main-Noire* ? Ne riez pas ! Si vous pouviez être enlevée par des bandits en auto, je répondrais de votre engagement à l'Opéra ! Attendez, j'ai trouvé. Parbleu ! c'est simple comme bonjour ! Le tout était d'y penser : vous allez vous faire voler votre collier.

— Le vol, bien entendu, ne sera que simulé, et vous rentrerez en possession de votre bien au bout de quelques jours. Mais, pendant quarante-huit heures, les feuilles locales auront imprimé votre nom ; la presse parisienne, habilement stimulée par les reportages sensationnels que j'envierai à la *Dépêche*, parlera de la beauté, du talent, des bijoux de Florette Lindor. Après cette aventure les directeurs de théâtre vous feront des points d'or.

— Ecoutez : pour gagner la partie que nous allons jouer, il faut vous en remettre aveuglément à moi. Avez-vous confiance en mon amié, Florette ?

— Ah ! monsieur le commissaire, je vous remercie de m'avoir confié cette affaire du collier de Mlle Lindor. Elle est tout à fait intéressante, et voilà qu'elle rebondit d'une façon imprévue.

— Rappellons brièvement la genèse de l'aventure : le 6 mai, à 7 heures, Florette Lindor entre dans la salle de jeu et perd quelques louis à la roulette. A ce moment, elle porte son collier de perles, ainsi qu'en témoignent plusieurs personnes. Elle sort prendre l'air sur la plage pendant quelques minutes. Au retour, elle pousse un cri : son collier a disparu.

L'assistance s'empresse : un de vos agents, le personnel du Casino, alléché par l'espoir d'une récompense, vont sans succès fouiller le sable de la plage. Florette se souvient alors qu'elle a été suivie par un homme barbu, et dépose entre vos mains une plainte contre inconnu.

Pendant quatre jours, les journaux ne parlent pas d'autre chose, et l'intéressée promet dix mille francs à qui rapportera le bijou.

Un beau matin, elle reçoit de Paris, par la poste, le collier disparu. J'avais été frappé de deux circonstances : 1° Mlle Lindor ne semblait pas affectée suffisamment par sa mésaventure ; 2° La restitution de cet anonyme, qui avait signé Dupont sur le bordereau d'envoi, manquait de vraisemblance.

De là, j'en vins à supposer que, dans un but de réclamation tapageuse, l'artiste avait machiné cette mise en scène.

— Elle s'en est d'abord défendue vivement ; puis, sur mes instances, elle a risqué des demi-mots, mais en prétendant avoir agi sans complice.

Or, ce matin, je la trouve tout en larmes. Il s'est produit un fait nouveau : le collier restitué est une imitation sans valeur. C'est une particularité du fermoir qui a éveillé les soupçons de Florette, et un joaillier consulté a déclaré les perles fausses.

J'ai le signallement de l'escroc. C'est un garçon très élegant qui se fait appeler Jean Lescot et qui se donne comme journaliste. Il a disparu mystérieusement, la veille de la pseudo-restitution. Le plus curieux de l'histoire, c'est que les directeurs de théâtre se disputent maintenant Florette Lindor, qui chante et joue comme une mazzette !

Jacques CONSTANT.

HOMMAGE
A EDMOND ROSTAND

par

HENRY BATAILLE

M^{me} SARAH BERNHARDT SALUE DE L'ÉPÉE LE BUSTE D'EDMOND ROSTAND QU'ELLE A MODÉLÉ

Hier, au cours du gala Rostand, qu'elle donnait en son théâtre, M^{me} Sarah Bernhardt, debout, en Aiglon, près du buste qu'elle a réalisée elle-même, a dit avec une rare émotion ces strophes de M. Henry Bataille :

Mon ami, j'ai sculpté ta pensive effigie...
Interprète infidèle, hélas ! excuse-moi.
Si ta beauté, peut-être, a fléchi sous mes doigts.
C'est la première fois que je l'ai trahie !

Nous sommes là, tous deux, mon ami. Nous rêvons. Ainsi qu'à l'habitude, au fond de la maison. Ta présence est toujours la présence d'une âme. Ton silence celui d'un poète amical. Tu songes ; et, lointain, cela t'est bien égal. A quatre pas de toi, qu'une foule t'acclame. Tout à l'heure, tu vas sortir du rêve. Alors Tu me diras ces mots profonds que tu disais, Et que tu dis encor dans le pays des morts... O cette voix, ne plus l'entendre, plus jamais ! Ne plus pouvoir jamais lui donner la réplique ! Un jour, ce fut trop beau, trop doux, trop magnifique. J'étais là, moi, Sarah, sous les voiles de Phèdre, Et la main appuyée au bras de la cathédrale. (Ah ! souvenir chargé d'un rayon sans pareil !)

Les poètes venaient me jeter, tour à tour, Des couronnes de mots et des rimes d'amour... Et tu parlas !... Ce fut comme un coup de soleil. La salle se dressa, tout entière, éblouie. Ce qui venait de toi ce n'était qu'harmonie, Ce qui venait de toi ce n'était que beauté ! Et je pleurai !... Comment n'aurais-je pas pleuré Ces larmes de douceur qui coulaient sur mes joues. En entendant, penchée vers moi, ta chère voix Qui murmurait : « Sarah, sens-tu, lorsque tu joues, Les lèvres de Shakespeare aux bagues de tes doigts ? »

Après plus de vingt ans, ami, c'est l'interprète Qui revient rapporter son hommage au poète. Permetts, fils de Corneille, à ce buste de cire Que je rende aujourd'hui le baiser de Shakespeare ! Tu te croyais moins grand. Vous étiez des égaux. Et puisses-tu sentir, par delà les tombeaux, La lèvre du Titan se poser sur ton front !

J'ai mis, pour te fêter, mon costume d'Aiglon. C'est celui dont il sied que je sois revêtue. Aujourd'hui qu'une foule en larmes te salue, Car il faut qu'il soit là, raciné sur le sol, Car il est impossible aujourd'hui qu'il se taise Quand tu viens de donner à notre *Marseillaise* Toute l'expansion fougueuse de son vol !... Le voici, le petit Aiglon, fidèle au poste, Et debout, quoiqu'il ait une serre brisée ! Elle est là, l'hostie blanche ! Il est là, l'holocauste ! On voit sous mes cheveux flamboyer ta pensée. Ils t'ont jeté la rose et le laurier ! C'est peu ! Le parfum, la chanson sur ton socle déferlent, Ils t'ont jeté la chrysoprase avec la perle ; C'est peu ! Pour célébrer ta gloire, moi, je veux Le seul exhaussement de cette lame nue.

(Elle tire l'épée du fourreau.) Plus de sang ! Elle est blanche et bleue ! Les deux couleurs ! C'est à cette pâleur que rêvait ma pâleur. Jamais de sang ! La pourpre atroce est disparue. Si nous avons vengé les crimes par le crime Fasse Dieu que ce soit le sacrifice ultime, Et que les pluies de pleurs qu'auront versées les femmes Aient rendu sa blancheur d'acier à cette lame ! Rostand, toi dont la voix ordonne : « Chante et va ! » Toi, qui, la tête haute, à la France dictas L'ordre le plus divin, celui-ci : « Il faut croire », Et mourus, ayant vu sur le sol du pays Les drapeaux déployés et les lions surgis, Je te salue avec l'épée de la Victoire !

Henry BATAILLE.

Ayuntamiento de Madrid

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

DE PARIS A WASHINGTON

MESSAGE DU PRÉSIDENT WILSON
AU CONGRÈS AMÉRICAINIl examine les relations nouvelles du travail et du capital
et celles des industries entre les nations.

IL SE PRONONCE NETTEMENT POUR LE SUFFRAGE DES FEMMES

Le président Wilson vient d'adresser un message au Congrès de Washington.

Après avoir regretté de ne pouvoir ouvrir personnellement la session et déclaré qu'il serait prématuré de discuter les conditions du traité de paix, le président aborde le problème « qui domine tous les autres », celui des relations du capital et du travail.

« Je touche, dit-il, à une question vitale : comment les hommes et les femmes qui accomplissent quotidiennement le travail du monde peuvent obtenir une amélioration progressive dans les conditions de leur tâche, afin d'être rendus plus heureux et d'être mieux traités par les communautés et par les industries qui vivent et se développent grâce à leurs efforts ? Comment va-t-il leur donner leurs justes droits comme citoyens et comme humains ? Nous ne pouvons pas vivre notre vie honorable comme nation ou achever notre réussite comme communauté industrielle si le capital et le travail demeurent antagonistes au lieu d'être associés.

Le président prononce une « sinistre dénonciation » de l'industrie, basée sur une entière reconnaissance des droits de ceux qui travaillent, et quel que soit leur rang, à participer à toutes les décisions touchant leur bien-être ou le rôle qu'ils jouent dans l'industrie.

Il examine ensuite les conditions faites, presque partout, à l'industrie, par la guerre.

« Il existe, dit-il, un véritable écart de la solidarité des intérêts, parmi tous ceux qui ont l'esprit d'entreprise. Nos relations avec les pays qui ont besoin de nos produits et de nos capitaux nous apprennent, plus que jamais, à les considérer comme des amis auxquels nous devons chercher à rendre service le mieux possible.

« La flotte marchande et les grands chantiers des États-Unis, dit encore M. Wilson, doivent être mis à la disposition du relèvement de l'univers. La question fiscale et le taux des impôts intérieurs sont consultés en revu, puis la question des droits d'importation est abordée.

— Aucun danger de concurrence étran-

gère ne menace actuellement les industries américaines, affirme le président. Notre pays est sorti de la guerre moins troublé et moins affaibli qu'aucun des pays européens qui sont nos concurrents dans l'industrie. Le simple travail de reconstruction, le le crains, va peser sur la puissance de production et les ressources de ces peuples durant les années qui vont venir.

« Il est vraisemblable, ajoute-t-il, que ces conditions faciliteront grandement les débouchés à l'étranger pour les fabricants américains.

Le président n'en appelle pas moins l'attention du Congrès sur un point spécial : celui des industries chimiques. « Les États-Unis, déclare-t-il, ne craignent pas de se joindre à un programme de désarmement international, mais ce n'est pas de vouloir maintenir intactes leurs fabriques de produits chimiques, grâce auxquelles ils ont obtenu leur prospérité et leurs gains. L'industrie chimique allemande avec laquelle nous entrons maintenant en concurrence a été et peut être encore une fois capable de reprendre à un certain moment le monopole, qui la mettrait en état de faire sentir sa concurrence quant à un produit particulièrement perfide.

M. Wilson aborde ensuite la question du suffrage des femmes qu'il résout dans le sens le plus affirmatif, puis il conclut en exprimant l'espoir qu'il se retrouvera bientôt de retour à son poste, à Washington.

La majorité républicaine au Congrès américain

WASHINGTON, 20 mai. — Les républicains ont, au Sénat, une majorité de cinq voix. Ils ont élu M. Cummins président, par 47 voix contre 42.

A la Chambre, les républicains ont élu M. Gillett président, par 227 voix contre 172.

Neuf conseillers à la délégation américaine démissionnent

WASHINGTON, 20 mai. — On apprend que la commission américaine de la Conférence a reçu une demande de démission de la part de neuf conseillers techniques, à la suite du mécontentement causé par le traité de paix.

Le "George-Washington" attendu à Anvers

M. Wilson partirait le 1^{er} juinANVERS, 20 mai. — On s'attend à l'arrivée prochaine du navire américain *George-Washington*, à bord duquel le président Wilson s'embarquerait le 1^{er} juin, pour rentrer aux États-Unis.

Le "N-C-4" est-il parti pour Lisbonne ?

LISBONNE, 20 mai. — Plusieurs dépêches annoncent que le N-C-4 aurait quitté Ponta-Delgada pour Lisbonne.

Jusqu'à présent, aucun télégramme officiel n'est venu confirmer les nouvelles mises en circulation.

Le "N-C-3" est arrivé à Ponta-Delgada

LISBONNE, 19 mai, 20 heures (Dépêche particulière). — Le commandant Tower et l'équipage du N-C-3, avec leur appareil, sont arrivés à Ponta-Delgada cet après-midi par leurs propres moyens. L'hydravion fut pris, à 9 h. 00, par des torpilleurs et convoyé jusqu'au port.

Il a été rejoint, à 14 h. 22, par le N-C-4, venant de Horta.

Le N-C-4 est considéré comme décidément perdu.

Nouveaux revers bolcheviks

COPENHAGUE, 20 mai. — Le Bureau de presse letton à Copenhague apprend de Libau, le 18 mai, la prise de Riga et de Dvinsk par les gardes lettons.

Les succès polonais

VARSOVIE, 20 mai. — On publie le communiqué suivant : « Les succès des armées polonaises en Galicie continuent. L'ennemi, pris de panique, est en fuite. »

La réorganisation de l'armée allemande

COBLENTZ, 20 mai (Dépêche particulière). — On a reçu de Coblentz des rapports d'après lesquels l'armée allemande est, fort avancée en sa seconde période de réorganisation, fondant les débris de l'ancienne armée en une nouvelle *Reichswehr*. Chaque district ancien organise une brigade. Ces brigades ont rapidement pris forme depuis le 1^{er} mai. A cette rapidité de progression, on peut prévoir que la *Reichswehr* pourrait être bien organisée au 1^{er} juin.

Le mystère de Gambais

Ce n'est point chose facile que de reconstituer le passé d'un homme comme Landry. Ses multiples et successives transformations laissent entre elles des lacunes que la police s'efforce de combler.

On cherche, notamment, à savoir ce que faisait Landry en 1913 et 1914. Il avait, à cette époque, un garage à Malakoff — où il habitait avec sa famille. Sous le couvert d'une offre d'association, on sait déjà qu'il a commis un certain nombre d'escroqueries.

Sadi Lecoine bat encore le record de la hauteur

L'aviateur Sadi Lecoine qui, il y a quelques jours, s'élevait à 8.200 mètres, vient de faire mieux encore.

Il est parvenu à atteindre 8.800 mètres, battant ainsi à nouveau le record de la hauteur. (Petit Parisien.)

COMPTABILITÉ
PIGIER
53 Rue de Rivoli
TEL. GUTENBERG 44.65

AUTOUR DU TRAITÉ

LE GÉNÉRAL PERSHING
RENONCE A SON DÉPART
POUR L'ANGLETERRE

Il décide de rester à son quartier général, dans l'éventualité d'un refus de l'Allemagne de signer le traité.

Si l'on ne s'en tenait qu'au simple compte rendu des séances officiellement annoncées pour les comités et commissions, il semblerait qu'il ne se fût passé, hier, aucun événement important au point de vue diplomatique.

En effet, les « Quatre » ne se sont occupés que des affaires d'Orient et de la relève des troupes d'occupation du Syrie, tandis que les « Cinq » ont entendu au nouveau MM. Hymans et Van Karnebeek au sujet de la révision des traités de 1839. Enfin, les commissions territoriales roumaine et yougo-slave ont poursuivi l'étude des frontières communes des deux nations.

Ces quelques informations, dans la simplicité de leur forme, masquent un véritable maisais provoqué, tant par la question de l'Armistice, qui n'avance pas d'un pas, que par celle de l'acceptation allemande du traité de paix. Là se dresse le véritable point d'interrogation. Nous avions annoncé, hier, que la délégation allemande demanderait un sursis de quelques jours, pour le dépôt de ses contre-propositions, et que ce sursis lui serait probablement accordé. Ces nouvelles semblent recevoir confirmation.

Toulousais, des rumeurs nombreuses ne cessent de courir. Selon certaines d'entre elles, le comte Brockdorff-Rantzau aurait demandé son remplacement à M. Dernburg, ministre des Finances d'Allemagne.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en vue de toutes les éventualités possibles le général Pershing a renoncé à son voyage en Angleterre, afin de prendre en personne, le cas échéant, le commandement des troupes américaines de la tête de pont de Coblentz. En même temps, plusieurs officiers supérieurs américains ou membres de la délégation des États-Unis à la Conférence ont renoncé momentanément à leur départ pour l'Amérique.

Enfin, il est certain que toutes les mesures militaires sont prises pour le cas où l'Allemagne refuserait de signer le traité. Le plan dressé à ce point de vue par le maréchal Foch avait reçu au préalable l'approbation du Comité des « Quatre ».

Le nombre des notes envoyées par le comte Brockdorff-Rantzau s'élève maintenant à dix. Il n'apparaît point qu'elles doivent décider la Conférence à modifier ses conditions.

Du côté de l'Autriche, cela va fort bien, dit-on. — JEAN MÉNÉVAL.

Ils avaient égaré la valise diplomatique

Sept Allemands arrivés hier matin à l'hôtel des Réservoirs, à Versailles, s'aperçurent qu'une valise contenant des papiers d'une certaine importance manquait : elle avait été oubliée par un courrier à la gare du Nord, où elle fut retrouvée. Le comte Max de Montgelas et le professeur Hans Delbrück sont arrivés hier matin à Versailles.

La note allemande sur les réparations

Nous avions annoncé en son temps — le 13 mai — la remise d'une note du comte Brockdorff-Rantzau relative aux réparations. Cette note s'élevait contre la décision des puissances alliées d'imputer à l'Allemagne la responsabilité de la guerre avec toutes ses conséquences, responsabilité incombant, disait-elle, à l'ancien gouvernement. M. Clemenceau vient de répondre, au nom de la Conférence, et il dit notamment :

« Le peuple allemand, déclarez-vous encore, ne saurait être tenu pour solidaire des fautes commises par l'ancien gouvernement allemand ». L'Allemagne, cependant, n'a jamais prétendu, et une pareille affirmation eût été contraire à tous les principes du droit international, qu'il pût suffire d'une modification de son régime politique ou d'une transformation de son personnel dirigeant pour étendre une obligation déjà encourue par une nation. Elle n'a agi selon le principe qu'elle soutient actuellement ni en 1871, vis-à-vis de la France, après la proclamation de la République, ni en 1917, au regard de la Russie, lors de la révolution qui abolit le régime tsariste.

M. Orlando est parti hier pour l'Italie

M. Orlando, président du Conseil des ministres italien, est parti, hier soir, à 20 h. 25, pour l'Italie.

M. Orlando se rend à Oulx, près d'Aoste, où il rencontrera les membres du gouvernement italien.

M. Orlando rentrera à Paris vendredi matin, à 10 h. 25, par le rapide d'Italie.

La navigation aérienne en France est libre

Par décret rendu sur le rapport du président du Conseil, ministre de la Guerre, le décret du 31 juillet 1914, portant interdiction de la navigation aérienne dans toute l'étendue du territoire national, est abrogé.

LE "TIP" remplace le Beurre

23, R. de Valenciennes et 106, R. St-Lazare (21. 45 h. 1/2 M.)

Pour Messieurs

CRAVATES

LES PLUS JOLIES. — LE PLUS GRAND CHOIX

3.75 - 5.50 - 7.50 - 9.50

PERFECT HOUSE

12, Faubourg Montmartre, 12

— LE GRAND CHIC —

SES PALETOTS GABARDINE

125 - 150 - 180 - 200 fr.

Demandez le catalogue

EVIAN SAISON
de Mai à Octobre
CACHAT
Hôtels : Royal, Splendide, Ermitage

